



## Communiqué de presse

Paris 30 octobre 2024

### PLFSS 2025 : Ensemble pour obtenir un « électrochoc » budgétaire pour notre système de santé et de protection sociale !

La journée d'action et de grève unitaire du 29 octobre à l'appel des organisations syndicales CGT, FO Services Publics et Santé, SUD Santé Sociaux et UNSA Santé et Sociaux Public et Privé a démontré que les professionnel.les de l'hôpital public, des établissements du sanitaire, du social et du médico-social se sont mobilisé.es sur tout le territoire pour faire entendre leurs revendications.

Aujourd'hui dans notre pays la prise en charge de la population repose essentiellement sur le dévouement et l'investissement des personnels. Alors que notre système de santé figurait parmi les meilleurs du monde, nous sommes désormais contraints de plus en plus souvent à faire le tri des patients faute de place. Des milliers de personnes ou malades subissent des pertes de chance préjudiciables pour leur santé, faute de soins adéquats et d'une prise en charge suffisante. On peut mourir sur des brancards dans nos services d'urgences, nous ne pouvons accepter cette situation indigne et insupportable. Il est temps de stopper cette dynamique sinistre avant que le mal ne soit irréversible, car l'urgence est réelle !

Dans ce cadre, le Futur Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2025 revêt une importance cruciale. Il faut un plan d'envergure et pérenne pour l'hôpital public, et plus largement pour tous les secteurs de la santé et du social. Dans un premier temps, il est urgent de reprendre le déficit de plus de 2 milliards en 2024 qui asphyxie l'hôpital public. Pour 2025, il faut en outre au minimum une augmentation conséquente du financement des établissements de santé pour répondre aux besoins de la population et améliorer les conditions de travail des personnels. Cela passe par une revalorisation de l'ONDAM de 6 % à 10 % minimum, ainsi que par la fin du système délétère de tarification à l'activité, conformément à l'engagement pris par le Président de la République en janvier 2023.

La pénurie de personnel médical générée par le numerus clausus peut être enrayerée en planifiant et en finançant dès maintenant l'augmentation massive de l'offre de formation de médecins, de sages femmes etc., mais aussi de personnel paramédical, d'infirmières, d'aides-soignantes etc. pour mettre fin aux cadences infernales de travail et aux glissements de tâches qu'ils subissent.

L'emploi et les ratios d'encadrement pour les patients et les résidents doivent être augmentés afin d'améliorer la qualité de leur prise en charge.

Alors que les augmentations issues du Ségur se sont déjà pour partie évaporées à cause de l'inflation, il faut rouvrir un chantier d'amélioration des salaires, des carrières et des conditions de travail pour l'ensemble des professionnel.les, d'autant que certain.es salarié.es n'ont jamais touché les revalorisations comprises dans cet accord et que les conditions de travail continuent à se dégrader.

Le financement du secteur privé lucratif et ses obligations doivent être remises à plat. La santé est devenue désormais un secteur majeur de « spéculation » ce qui est inadmissible.

Les dernières annonces du gouvernement de cibler les agent.es de la FPH en leur imposant 3 jours de carence et de réduire l'indemnisation en cas de congés maladie à 90 % sont de nouvelles provocations et un non-sens en termes de santé publique. Nous exigeons l'abrogation totale des journées de carence et une indemnisation à 100 % en cas de maladie pour tous les salarié.es.

Cette journée de mobilisation en appellera d'autres jusqu'à ce que nos revendications soient prises en compte dans le débat parlementaire sur PLFSS 2025 qui va se dérouler jusqu'en décembre. Les organisations syndicales CGT, FO Service Publics et Santé, SUD Santé Sociaux et UNSA Santé et Sociaux agiront et multiplieront les prochaines semaines les actions, car nous savons que c'est le seul moyen d'être entendus. Un préavis de grève unitaire a été déposé dans ce sens.